

Cependant, le lendemain trois policiers sont venus me contrôler. Après m'avoir rendu ma carte d'identité, ils sont repartis : les accusations de Laurence ne semblaient pas les avoir convaincus. Mais l'affaire n'était pas réglée pour autant. Au 9 bis, le recruteur de *La Rue* m'a demandé pourquoi je ne vendais plus à Saint-Lazare.

– Ah, je vois que les nouvelles vont vite, lui ai-je fait remarquer. La raison est simple : j'ai à Montparnasse un trajet plus direct.

Il n'a pas insisté car il ne voulait pas perdre un colporteur. Nous n'étions déjà pas si nombreux... Après quelques semaines, Laurence est devenue moins agressive et m'a accepté sur son territoire. De toute manière, on ne travaillait pas du même côté ni aux mêmes heures.

Comme à Saint-Lazare, je rencontrais des gens très différents. Une habituée m'a exprimé sa compassion pour les animaux maltraités et son combat contre la cruauté des hommes qui les font souffrir. Un jour, elle m'a offert un tee-shirt au nom de l'association IFAW qui défend les animaux du monde. On y voit un petit chien au regard mélancolique entouré de tulipes avec en-dessous cette phrase : « Ayez du cœur ! » Ce maillot, je l'ai encore et le porte quelquefois quand il fait chaud.

Montparnasse est désormais mon nouveau quartier. Quand je dois racheter des magazines, je pars de la gare à 6h pour rejoindre le 9 bis, rue Bellot. Sur mon trajet, je passe devant le jardin du Luxembourg, la place Saint-Michel, la gare du Nord et la place Stalingrad. Depuis que j'effectue ce

parcours quatre ou cinq fois par semaine, ces endroits me sont devenus familiers. J'adore cette ambiance matinale lorsque Paris commence à s'animer : les terrasses des cafés sont prêtes à accueillir les clients, les boulangers préparent leur pain, les éboueurs balayent les trottoirs ; un passant ivre titube avec une bouteille à la main en marmonnant des phrases inaudibles ; juste à côté un chien aboie ; sous mes pieds, le vrombissement du métro fait vibrer le macadam. Le bruit des voitures et des bus se font également entendre. Indifférent à tout ce tintamarre, je marche sans m'arrêter, fidèle à mes habitudes. Il me faudra une heure et demie pour arriver au dépôt, situé à l'autre bout de Paris. D'autres colporteurs sont déjà là. Quand je leur évoque mon périple, ils sont sidérés :

– Mais tu es fou ! Tu n'as pas la carte Orange ?

– Si, mais je préfère marcher car c'est bon pour le cœur !

Ils sont encore plus étonnés lorsqu'ils apprennent que je retourne à pied à Montparnasse.

Le week-end, j'allais sur les marchés : place d'Italie, place Monge, rue Mouffetard, boulevard Edgar Quinet... J'aimais le charme de ces endroits pittoresques où l'on pouvait entendre un orgue de barbarie distiller des airs d'Édith Piaf. Un autre colporteur très charismatique, criait à tue-tête : « Demandez Charlie et vous retrouverez le sourire ! »

Je connaissais un autre moyen pour augmenter mon chiffre d'affaires : me rendre aux diverses

manifestations où je pouvais à chaque fois écouler une bonne cinquantaine de magazines, solidarité oblige ! Beaucoup disent que les Français sont les champions de la grève ; moi je ne m'en plaignais pas. Pourtant, là aussi j'ai constaté un déclin des ventes.

Enfin, je me rendais chaque année au Salon du Livre, Porte de Versailles. La première fois j'ai bien travaillé, mais au fil des années, de moins en moins.

Il faut dire que la mendicité a considérablement augmenté et court-circuité la démarche du colportage : les passants ont fini par faire l'amalgame entre vendre un journal et demander une pièce. En Angleterre, lorsqu'un policier rencontre un mendiant, il l'incite à aller s'inscrire au *Big Issue* ; ce n'est pas le cas en France.

L'arrivée en masse de vendeurs d'un journal concurrent a également contribué à lasser les gens. À la gare Montparnasse, ils pouvaient être une dizaine à exhiber leur journal ou à mendier. Dans les deux cas, leur technique était très agressive : ils poursuivaient les gens en réclamant leur pitié. Certaines personnes, agacées, finissaient par donner de l'argent juste pour avoir la paix.

En-dehors de ces difficultés, il fallait aussi supporter le recruteur qui nous reprochait de ne pas vendre suffisamment. Énervé par ses remarques, je l'ai remis un jour à sa place :

– Il existe d'autres journaux que *La Rue*. Je peux facilement changer de crèmerie.

Comme il insistait lourdement, je me suis tourné vers un concurrent, *Génération Sida*, mais au

bout de quelques mois des vendeurs de *La Rue* m'ont incité à revenir car le diabolique recruteur avait changé de fonctions et ne persécutait plus personne.

Pourtant, d'autres conflits se sont produits. Par intuition, je savais que des sujets étaient plus porteurs que d'autres. J'ai donc proposé aux journalistes mon thème de prédilection : la lutte contre l'illettrisme. L'un d'eux m'a répondu sur un ton méprisant :

– Mais toi, qu'est-ce que tu connais sur ce sujet ?

J'ai évidemment très mal réagi. Finalement, *La Rue* a retenu mon idée ; les journalistes ont même écrit un article sur mon activité d'alphabétiseur². Ce mois-là, peut-être ai-je mis plus de zèle à promouvoir le journal... En tout cas, ce numéro s'est beaucoup mieux vendu que les précédents !

La société connaissait des difficultés financières. Une rivalité avait éclaté entre les salariés depuis que la direction voulait réduire le magazine à un album photos et créer un autre journal, *Paraboles*, qui se résumerait à la rédaction des programmes des chaînes arabophones. Les journalistes étaient bien entendu contre ce projet, ainsi que les vendeurs. Je suis devenu le porte-parole de ces derniers pour défendre la formule initiale de *La Rue*. Je devais mobiliser les troupes, organiser des réunions et faire signer des pétitions. Là encore, mon zèle n'était pas très apprécié par la direction. Finalement, nous avons gagné la partie en

² *La Rue* n°44, octobre 1997.

conservant la formule initiale.

La situation financière de la société ne s'améliorait pas et les tensions se multipliaient entre les salariés. J'ai eu moi-même une altercation avec eux au sujet du numéro de mars 1997, sorti le vendredi 28 février. Le week-end était une période favorable pour les ventes : le local aurait donc dû être ouvert le samedi 1^{er} mars. Pourtant, la direction avait décidé de le fermer ce jour-là. Je me suis rebellé pour maintenir la permanence, et nous avons obtenu gain de cause grâce à la mobilisation générale.

Mais des affrontements pouvaient être plus physiques. Un jour, alors que j'utilisais un ordinateur au siège pour préparer le forum sur l'illettrisme et que je venais de dépasser l'heure de fermeture de quelques minutes, le technico-commercial m'a demandé de partir. Comme je refusais, il a perdu le contrôle de ses nerfs, m'a saisi par le col de ma chemise et plaqué contre la table en levant le poing.

– Vas-y ! Tue-moi ! lui ai-je lancé. Mais n'oublie pas que tu as une femme et un enfant.

Aussitôt, il a baissé la garde en lâchant :

– C'est trop facile, hein !

– Peut-être, mais c'est vrai !

Il est parti sans dire un mot. Les torts étaient partagés et l'incident fut clos.

La Rue a finalement déposé le bilan en 1998.

Après sa disparition, je me suis tourné vers *L'Itinérant*, un hebdomadaire. L'euro était en train de supplanter le franc. Nous achetions le journal 70

cents et le revendions 2€. Le gérant des stocks insistait lourdement pour être payé en euros ; sa mauvaise volonté n'était pas facile à gérer :

– Donnez vos francs à la boulangère ! Ne les écoutez pas qu'ici ! pestait-il.

À *L'Itinérant*, pour changer de la morosité des sujets de précarité, on trouvait des suppléments : « Les restos pas chers à Paris » sur lequel tout le monde se ruait, « les monuments de France », « Les balades historiques dans les rues de Paris »... Quelques recettes de cuisine également, des mots fléchés et des pages d'annonces sentimentales. C'est sans doute grâce à cette diversité que *L'Itinérant* continue aujourd'hui encore à se vendre.

Malgré tout, c'est devenu au fil du temps plus difficile, comme avec *La Rue*. Rares étaient les clients qui s'arrêtaient encore spontanément pour discuter et moi je peinais pour les obliger à m'acheter un journal. Un soir, une passante m'a fait des reproches : « Mais enfin, soyez plus dynamique, plus expressif ! Bougez ! Criez à tue-tête : "Demandez *L'Itinérant* !" mais ne restez pas là, planté comme une statue ! » Je n'ai pas du tout apprécié, mais elle n'avait pas tort. Vous êtes vendeur ou vous ne l'êtes pas, et moi je ne l'étais pas ! J'avais beau me faire violence, je n'étais pas persuasif.

Heureusement, parfois des événements extérieurs pouvaient venir booster les ventes. En 2000, Agnès Varda m'a filmé pour son documentaire *Les Glaneurs et la glaneuse*. Aussitôt après sa diffusion, j'ai écoulé davantage de

journaux.

– Monsieur, je vous reconnais, vous étiez dans le documentaire d’Agnès Varda...

Le contact était établi.

Bien évidemment, le succès n’a pas duré éternellement. Mes recettes ont considérablement chuté par la suite.

Il est vrai qu’au début, cette activité devait être transitoire. Elle était destinée à des personnes précaires, censées trouver une situation plus stable pour passer le relais à un autre camarade en difficulté. Je revois encore ces hommes et ces femmes qui venaient acheter leurs magazines au siège : des préretraités, des chômeurs, des SDF, des gens qui avaient fait des études comme moi... Grâce aux journaux, tous gardaient leur dignité en espérant se construire une vie meilleure. Certains ont d’ailleurs réussi à rebondir.

Roger, que je voyais tous les matins à la première heure, a pu s’acheter un kiosque à journaux en province avec ses économies réalisées en vendant *La Rue*. Jean-Luc, lui, est devenu propriétaire d’une chambre de bonne à Paris en cumulant ses bénéfices avec la vente de pizzas. Enfin, un ancien ingénieur devenu SDF a publié *J’ai écrit ce livre dans la rue*.

Quant à moi, grâce à *La Rue* et *L’Itinérant*, j’ai réussi pendant huit ans à m’autofinancer pour dispenser bénévolement mes cours d’alphabétisation. Mais à partir de 2002, comme mes ventes ne suffisaient plus pour assurer mon loyer de 1800F, j’ai sollicité le RMI, l’APL et la CMU. En 2006, j’ai définitivement arrêté le colportage.



Achat de journaux



Détente



Sur un marché



Dans une manifestation



Concurrence



Echange

Les dernières années de mon activité, il ne s'agissait plus de m'enrichir mais de survivre. Arrivé à Paris dès 6h le matin, alors que je marchais dans les rues désertes avant de me rendre au siège du journal, j'ai remarqué que les magasins jetaient beaucoup de choses. Je me suis approché d'abord par curiosité, et me suis rendu compte que la plupart de ces déchets étaient encore consommables ou pouvaient être réutilisés. Cette prise de conscience, conjuguée à la nécessité dans laquelle je me trouvais, m'a incité à démarrer mon activité de glanage.

Le glanage

La première fois que j'ai glané, c'était un samedi. À 14h, après avoir vendu *La Rue* sur le marché d'Edgar Quinet, je venais de ranger mes journaux lorsque mon regard s'est posé sur des cageots de fruits et de légumes abandonnés sur le trottoir. Comme le commerçant était sur le point de quitter les lieux, je lui ai demandé :

– Pourquoi jetez-vous toute cette marchandise ?

Il m'a répondu :

– Certains fruits sont trop mûrs pour être conservés et les autres ne sont pas vendables à cause des déformations et des taches sur leur peau.